



Journalistes interdits à Notre-Dame-des-Landes

Depuis hier matin et comme promis par le gouvernement Macron, 2500 gendarmes sont mobilisés pour évacuer la ZAD (Zone à défendre) de notre Dame-des-Landes.

Trois mois après l'abandon du projet d'aéroport, l'opération « *musclée, brutale ou violente* » selon les zadistes se fait sans présence de journalistes.

En effet, les médias sont clairement interdits de filmer les affrontements. Selon Cédric Pietralunga, journaliste au *Monde*, le ministère de l'intérieur invite les journalistes sur place à « *ne pas gêner les manœuvres opérées par la Gendarmerie, à rejoindre un espace presse* » et ils doivent se contenter des images officielles fournies « *gracieusement* » par les forces de l'ordre. Selon Antoine Denéchère, journaliste de France Bleu, « *la gendarmerie envoyait par mail les vidéos et photos de l'opération en cours* ». Le correspondant de France 2 a déclaré qu'il n'avait jamais vu ça en vingt ans de carte de presse...

Selon le porte-parole du ministère de l'Intérieur, qui se félicitait de la conduite des opérations, les affrontements sont pourtant « *peu intenses* ». Le point presse tenu par les zadistes de NDDL parle lui d'une « *émotion vive après cette opération brutale qui met à mal le dialogue qui commençait avec la préfecture, On est extrêmement choqués* ».

Le SNJ-CGT proteste vigoureusement contre cette mise au pas et ce contrôle de l'information visant à éviter la diffusion d'une information indépendante des pouvoirs en place et réclame immédiatement la libre circulation des journalistes dans la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes.

Montreuil, le 10 avril 2018

SNJ-CGT